



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 novembre 2014

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

OBJET : 2014 – 227 PSMV - INSTAURATION ET DROIT DE PREEMPTION

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 27 octobre 2014, s'est réuni le mardi 4 novembre 2014 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Philippe WESTRELIN, Patricia ROBIN, Jonathan TURRILLO, Christophe MOREL, Valérie COPIN, Gilles RONDONI, Dominique BOURRET, Cyril DAUPHOUD, Valérie DAVID, Nicole NUTINI, Jean-Marie BELVEDERE, Anne-Marie DUVAL, Pascal PELLEGRINO, Brigitte VIDAL, Jean-Marc GARNIER, Philippe BONELLI, Muriel CHABERT, Claude MASCARELLI, Aline BOURDAIRE, Marguerite VIALE, Serge PERCHERON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Annie OGGERO-MAIRE, Jean-François LAPORTE, Chems SALLAH, Jocelyne BUSTAMENTE, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel DE FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Ludovic BROSSY, Jean-Marc DEGIOANNI, Mireille BANCEL, Franck BARBEY, Corinne SANJUAN.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Franck BARBEY (prend part aux délibérations N°218 à 222)

ABSENTS EXCUSES :

- Madame Catherine BUTTY
- Monsieur André MASSON
- Monsieur Jean-Paul CAMERANO
- Madame Alexandra ARDISSON
- Madame Myriam LAZREUG
- Madame Magali CONESA
- Madame Frédérique CATTART
- Monsieur Damien VOARINO

ABSENTS :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE :

- Monsieur Chems SALLAH (prend part aux délibérations N°230 et 231)

PROCURATION :

- Madame Catherine BUTTY à Madame Brigitte VIDAL
- Monsieur André MASSON à Monsieur Philippe WESTRELIN
- Monsieur Jean-Paul CAMERANO à Monsieur Gilles RONDONI
- Madame Alexandra ARDISSON à Madame Aline BOURDAIRE
- Monsieur Chems SALLAH à Madame Mélanie ZARRILLO
- Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Philippe DE FONTMICHEL
- Madame Magali CONESA à Monsieur Ludovic BROSSY
- Madame Frédérique CATTART à Monsieur Paul EUZIERE
- Monsieur Damien VOARINO à Mademoiselle Mekia ADDAD
- Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Jean-Marc DEGIOANNI

Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 23 septembre 2014.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2014-49 du 24 avril 2014 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

/

Questions diverses :

/

DU 4 NOVEMBRE 2014

PSMV - INSTAURATION ET DROIT DE PREEMPTION

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet d'instaurer le droit de préemption urbain simple et renforcé sur le périmètre du plan de sauvegarde et de mise en valeur.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
URBANISME	SANS INCIDENCE FINANCIERE	

Monsieur Christophe MOREL expose :

Vu les articles L. 123-1, L. 213-3, R. 213-1 et l'article L. 313-1-IV du code de l'urbanisme,

Vu la délibération du conseil municipal du 28 juin 2007 instaurant le droit de préemption urbain simple et renforcé sur les zones U et AU du plan local d'urbanisme et le secteur sauvegardé,

Vu l'approbation le 6 novembre 2012 du plan de sauvegarde et de mise en valeur du centre historique,

Considérant que l'objet du droit de préemption est de donner à son titulaire le droit d'acquérir des biens immobiliers dans des objectifs fixés par l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme (mise en œuvre de projet urbain, d'une politique locale de l'habitat, maintien, accueil ou extension d'activités économiques, favoriser le développement des loisirs et du tourisme, réaliser des équipements collectifs, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain, sauvegarder ou mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels).

Considérant que l'instauration du droit de préemption renforcé étend l'exercice de ce droit à des biens qui sont exclus du régime général de la préemption, à savoir :

- les tantièmes d'immeubles en copropriété dès lors que les locaux constituent des lots distincts au regard du règlement de copropriété,
- la cession de parts ou d'actions de société qui correspondent à des locaux,
- les bâtiments achevés depuis moins de 10 ans,
- les parts de SCI.

Considérant que par son approbation, le plan de sauvegarde et de mise en valeur s'est substitué sur ce secteur au plan local d'urbanisme, qu'il est donc nécessaire pour une parfaite sécurité juridique d'instituer le droit de préemption sur le territoire couvert par le plan de sauvegarde et de mise en valeur,

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie ce dossier dans sa séance du 22 octobre 2014,

Je vous demande de bien vouloir :

- **DECIDER** l'application du droit de préemption urbain simple et renforcé au profit de la commune sur les parcelles couvertes par le plan de sauvegarde et de mise en valeur ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous documents nécessaires à la réalisation de la présente affaire.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents ou représentés adopte.